

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BERICAP Eiffel

1 Boulevard Eiffel
BP 96
21600 Longvic

Références : 2026-174
Code AIOT : 0005402211

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement BERICAP Eiffel implanté 1, Boulevard Eiffel BP 96 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait comme objectif le contrôle du respect du décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERICAP Eiffel
- 1, Boulevard Eiffel BP 96 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005402211

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

BERICAP est un site de fabrication de bouchons de bouteilles en plastique pour l'industrie agro-alimentaire. Il met en œuvre des procédés d'injection, d'assemblage et de décoration des bouchons.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La thématique abordée lors de l'inspection porte sur les granulés plastiques industriels (GPI). Il ressort que l'exploitant a mis en place différentes actions pour se conformer aux attentes sur les GPI. Il est attendu de l'exploitant de mettre en ligne sur son site internet la synthèse de son audit et de procéder au nettoyage de son bassin d'infiltration et du séparateur d'hydrocarbures pour justifier l'efficacité des mesures mises en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Autre, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.

Article D. 541-360 du code de l'environnement

Pour l'application de l'article L. 541-15-11 et au sens de la présente sous-section, on entend par :

[...]

2° " Granulés de plastiques industriels ", les matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm ;

3° " Sites de production, de manipulation et de transport ", les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, ainsi que les aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de granulés de plastiques industriels.

Constats :

BERICAP est une entreprise de transformation de plastiques qui produit des bouchons de bouteilles. L'exploitant a indiqué que les matières plastiques présentes sur son site étaient pour la majorité sous forme de granulés d'un diamètre compris entre 2 mm et 5 mm. Le volume maximal de Granulés Plastiques Industriels "GPI" pouvant être présents sur le site est estimé par l'exploitant à environ 9 450 tonnes.

Au vu des définitions de l'article D. 541-360, le site est soumis à la réglementation applicable au titre de l'article L. 541-15-11 du Code de l'environnement. La suite de l'inspection s'attache donc à contrôler le respect de certaines prescriptions du décret d'application.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361

Thème(s) : Autre, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement.

Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant

leur dissémination dans l'environnement.

Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

NOTA : Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Constats :

L'exploitant a défini plusieurs zones où les granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement.

L'exploitant a précisé qu'il avait deux circuits d'acheminement des GPI en fonction des localisations de la zone :

- Dans le cas d'un déversement accidentel intérieur, les GPI iraient dans le réseau de collecte des eaux usées de la ville. Pour limiter ce risque, l'exploitant a dimensionné des grilles de 0,2 mm (taille des GPI les plus petits) positionnées sur les avaloirs à l'intérieur du bâtiment. En cas de déversement de GPI, les grilles limitent la propagation de ce GPI en dehors du site. Chacune des grilles est accompagnée d'un panier permettant de récupérer les GPI en cas de défaillance de la grille. Dans le cas où le panier ne serait pas fonctionnel, il reste une dernière barrière de protection qui est le séparateur d'hydrocarbures.

Observation :

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence de bouchons dans le panier de récupération des GPI. L'exploitant a précisé que les salariés nettoyaient leur poste en enlevant la grille pour vider le bac de récupération contenant les bouchons non conformes et de l'eau. Cette méthodologie de nettoyage enlève une des barrières de protection permettant de limiter le risque de propagation des GPI. L'exploitant a indiqué réfléchir à un autre système de nettoyage.

- Dans le cas d'un déversement accidentel en extérieur, les GPI iraient dans le bassin d'infiltration après avoir transité par le réseau d'eaux pluviales du site, le bassin de rétention, puis le séparateur d'hydrocarbures. Pour limiter ce risque, l'exploitant a mis en place différents paniers de récupération sur les avaloirs extérieurs et en sortie du séparateur d'hydrocarbures.

Observation:

L'inspection a constaté la présence de GPI dans le bassin d'infiltration (réseau extérieur) et dans le séparateur d'hydrocarbures (avant réseau de collecte des eaux usées). L'exploitant a justifié cette présence par le non curage du bassin d'infiltration depuis la mise en place des différents paniers dans le circuit de déversement extérieur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant formalisera la nouvelle procédure encadrant le nettoyage des postes de travail. L'exploitant procédera au curage du bassin d'infiltration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Autre, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. <p>NOTA : Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>a) L'exploitant a transmis le document « Etat des lieux » qui identifie les zones où les GPI sont susceptibles d'être rejetées ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</p> <p>b) La procédure PR02-13 Rev0 15/02/2023 à l'article 8-ii prévoit de vérifier périodiquement les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels. De plus, l'exploitant précise que, pour des raisons sanitaires, ils ne peuvent pas accepter des lots de produit ouverts ;</p>

<p>c) La procédure MO02-053 Rev0 15/02/2023 prévoit de ramasser les GPI en cas de déversement accidentel ;</p> <p>d) L'exploitant a indiqué qu'il procédait au nettoyage du bassin de rétention tous les deux ans ;</p> <p>e) L'exploitant a transmis le document «analyse des risques» et le document «Plan de nettoyage» qui permet d'inventorier et de s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements.</p> <p>Observation : Un unique document précisant les équipements et leur fréquence de vérification permettrait de gagner en efficacité.</p> <p>f) La procédure MO02-053 Rev0 précise que les salariés doivent être sensibilisés et formés. Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté des affichages.</p> <p>g) L'exploitant a transmis les comptes rendus des contrôles internes semestriels de ces procédures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362.</p> <p>Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant.</p> <p>Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes.</p> <p>Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa.</p> <p>Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission.</p> <p>L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.</p>

NOTA : Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022. .

Constats :

L'exploitant a présenté lors de l'inspection les certificats de 2022 et de 2025 attestant de la certification.

Non conformité

L'exploitant ne met pas à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit.

Observation : L'attestation de 2025 précise que le prochain audit est à réaliser en novembre 2029. Or, il convient de réaliser cet audit tous les 3 ans soit en novembre 2028.

Type de suites proposées : Sans suite